

TIPASA

# Que reste-t-il de l'agriculture à Sidi Ghilès ?

**L'actuelle ville de Sidi Ghilès située à plus de 100 km d'Alger faisait partie d'un chapelet de bourgs hérités de la période coloniale. Parmi les vestiges encore visibles, on retrouve l'ex-cave coopérative vinicole, qui avait été érigée au cœur de la ville par les colons propriétaires des vignes environnantes, aujourd'hui arrachées par la grâce des dispositions fustigeant le vin et ses dérivés, ceux qui le produisent et ceux qui le commercialisent.**

Ainsi, Sidi Ghilès, cette ancienne bourgade coloniale qui s'appelait Novi, a vu sa promotion en qualité de commune par la grâce du découpage territorial de 1984.

Auparavant, ce fut son enclavement et sa dépendance de la commune de Cherchell qui entravaient son expansion économique.

En effet, le schéma directeur de l'urbanisme de Cherchell de 1974 ne faisait même pas état de l'agglomération de Sidi Ghilès qui, pourtant, abritait l'un des plus importants centres de conditionnement de fruits et légumes du centre algérien géré par l'ex-Ofla, au même titre que la gestion de trois coopératives d'écoulement et de trois caves coopératives.

Cet important centre de conditionnement agricole distribuait près de 6 000 tonnes de fruits, légumes et agrumes, en hors wilaya, et 700 tonnes en local. La disparition de cette source d'emploi a aggravé le chômage rampant de la ville.

Promue commune, à l'instar de Hadjret Ennous, Sidi Simiane et Aghbal, Sidi Ghilès fut néanmoins délaissée depuis pour périliter et devenir le parent pauvre en matière de logement et d'emploi. Ce n'est que depuis la décennie 2000 que l'on vit cette commune bénéficier d'importants projets de logements promotionnels, sociaux, mais aussi de programmes de résorption de l'habitat précaire, sachant que l'exode rural imposé par les hordes terroristes et les exactions commises à ce titre ont

créé des agglomérations pauvres, désœuvrées et une ceinture de gourbis autour de la ville, avec son lot de chômeurs et de violence.

Ce furent l'hôpital de Sidi Ghilès et la biscuiterie de Cherchell qui, tant bien que mal, résorbèrent la main d'œuvre à vocation semi-agricole. Sur le plan

éducatif, aucun lycée, ni collège n'existait avant l'érection de la ville en commune. Les collégiens et les lycéens effectuaient des allers-retours payants et surtout éreintants. Ce n'est que récemment que la ville bénéficia de projets de collèges, de lycée et d'écoles primaires.

Les 17 000 habitants des sept agglomérations rurales qui composent cette commune ont manifesté, parfois avec violence, leur désir et leur volonté d'être classés en tant que ville qui mérite la prospérité, l'emploi et le développement. Les agglomérations rurales de Bouyaichene et de Lahfiri viennent de bénéficier de programmes pour

la réalisation de 100 logements ruraux et de plusieurs aides rurales.

Quant à la ville de Sidi Ghilès, elle vient de bénéficier de près de 200 logements participatifs de type R+5 à bâtir en 13 blocs sur des terrains agricoles récupérés de 7 853 m<sup>2</sup> pour un coût de 38 milliards de centimes et devant être réceptionnés au mois de juin 2012. En visitant ces bâtiments, le wali de Tipasa a mis à l'index plusieurs malfaçons.

Près de 500 logements furent confiés à l'entreprise chinoise CSEC dans le cadre du gré à gré conformément aux instructions du Conseil des ministres de mai 2011.

Ces 21 bâtiments, d'un coût de 119 milliards de centimes, seront construits sur une terre agricole récupérée de près de 44 000 m<sup>2</sup>. L'intérêt de ce projet est qu'il s'agit de logements publics locatifs. Cela mettra fin vraisemblablement à la crise de logements que vit cette ville.

N'oublions pas les troubles connus en 2007 par cette ville lors de la distribution de 133 logements, de même que l'incendie du siège de l'APC de Sidi Ghilès le 12 avril 2011 par de jeunes délinquants qui voulaient s'accaparer un hangar commercial situé au centre-ville.

Larbi Houari

## AFFAIRE DE TRAFIC DE CIMENT DANS CINQ WILAYAS DE L'EST DU PAYS

# Des peines allant d'un an à dix ans de prison requises

**C'est hier que s'est ouvert à la cour de Constantine le très attendu procès des 72 personnes, dont une en fuite, accusées dans l'affaire de trafic de ciment dans cinq wilayas de l'est du pays.**

Les mis en cause dans cette affaire, largement relayée par la presse l'an dernier, sont poursuivis pour faux et usage de faux, falsification de documents officiels et administratifs et spéculation illégale sur le ciment.

Selon l'arrêt de renvoi, les accusés, dont des entrepreneurs, des promoteurs, des commerçants en matériaux de construction, un fonctionnaire et même des femmes au foyer, ont détourné à des fins spéculatives, durant la période allant de 2007 à 2010, des milliers de tonnes de ciment.

L'enquête déclenchée par le 5<sup>e</sup> commandement de la Gendarmerie nationale en février 2010 sur ordre du procureur de la République près la cour de Constantine sur les pratiques douteuses de 18 entrepreneurs, tous des

clients de la société de ciment de Hamma Bouziane, avait révélé au grand jour l'existence d'un réseau, de trafic et de spéculation sur le ciment. Après étude approfondie des dossiers déposés auprès de la société de ciment, les enquêteurs ont découvert des irrégularités quant à l'authenticité des documents présentés par ces derniers. Il s'agit, en effet, de documents et de pièces administratifs falsifiés, à savoir de faux registres du commerce, de fausses déclarations, fausse identité... Ne reculant devant rien pour aboutir à leurs fins, ces spéculateurs sont allés jusqu'à présenter des dossiers de projets de construction, lesquels s'avérèrent fictifs ou résiliés depuis longtemps.

Les quantités de ciment détournées, allant de 10 tonnes à 1 700 tonnes, ont été écoulées frauduleusement dans le circuit parallèle à raison de 800 DA le sac. Le préjudice porté au Trésor public s'élève à des dizaines de milliards de dinars, sans parler du préjudice social et moral. Interrogés par le président de la séance, la majorité des mis en cause ont nié l'accusation de spéculation arguant que les quantités

octroyées étaient destinées aux besoins de leurs chantiers.

Dans son réquisitoire, le ministère public, après avoir rappelé les tenants et les aboutissants de cette affaire et les conséquences qui en ont découlé, constitua les accusés en trois catégories, et ce, selon les chefs d'inculpation.

C'est ainsi qu'il a requis contre le premier groupe (8 personnes) poursuivi pour faux et usage de faux et spéculation illégale, 10 ans de prison ferme assortis d'une amende de deux millions de dinars.

A l'encontre du deuxième groupe (un fonctionnaire) accusé de faux et usage de faux, abus de pouvoir, il a requis cinq ans de prison ferme assortis d'une amende de 500 000 DA.

Le troisième groupe, lui-même scindé en deux catégories, poursuivi pour spéculation, le ministère public demanda des peines allant d'une année à 3 ans de prison ferme et une amende allant de 100 000 à 500 000 DA. Dans la soirée, la parole a été donnée aux avocats de la défense.

F. B.

## BOUMERDÈS

# 3 ans de prison requis contre l'ex-P/APC de Ouled Moussa

**Le procureur du tribunal correctionnel de Bordj-Menaïel (Boumerdès) a requis 3 ans de prison ferme contre l'ex-P/APC de Ouled Moussa dans la même wilaya.**

Le même magistrat a également demandé l'application de la même peine contre un vice-président et la secrétaire générale de la collectivité en question et un entrepreneur de la localité. Le verdict est attendu pour le 26 de ce mois, l'enquête menée par les éléments de la police judiciaire de Khemis-El-Khechna avait démontré, selon le parquet, que le maire, l'un de ses vice-présidents et la secrétaire générale ont falsifié des documents pour attribuer 4 000 m<sup>2</sup> dans la zone d'activité de la municipalité à l'entrepreneur présent dans le box des accusés. Or, il se trouve que ce terrain appartient, selon la justice, à un citoyen de Ouled Moussa. Dans un autre chapitre judiciaire lié à cette commune de l'ouest de la wilaya de Boumerdès, l'ancien P/APC, Ahmed

Moussaoui, qui a été élu en 2007 à la tête d'une liste d'indépendants et qui a été condamné en 2008, en première instance, à trois ans de prison ferme, sous le chef d'inculpation de dilapidation de terres agricoles, peine ramenée, lors du procès en seconde instance en 2009, à 18 mois de prison avec sursis, a été complètement blanchi par la justice lors du troisième procès.

C'est la Cour suprême qui avait délibéré en faveur de cette secon-

de révision du procès. Rappelons qu'à l'issue du jugement en appel en 2009, l'ex-P/APC a été déchu, par arrêté du wali de Boumerdès, de son mandat électif.

Une fois innocenté par la justice, l'article 43 du nouveau code communal lui donne la possibilité de reprendre son mandat et par conséquent son poste de maire. A priori c'est ce qu'il a l'intention de faire, indiquent nos sources.

Abachi L.

## Opération coup-de-poing : 17 personnes arrêtées

A l'issue de plusieurs opérations coup-de-poing et descentes menées, ces derniers jours, par les divers services de la police judiciaire dans des lieux suspects de la wilaya de Boumerdès, un premier bilan a été dressé. Il fait état de 17 personnes, dont des mineurs, arrêtés. 11 délinquants ont été placés sous mandat de dépôt et 5 autres ont été jugés par la voie d'une citation directe. Le dernier est sous contrôle judiciaire. Ils sont accusés de création de lieu de débauche, de détournement de mineurs, de trafic et de consommation de stupéfiants, de vol et recel, possession d'armes illégales.

A. L.

## M'SILA

# Anarchie au service de pédiatrie

Le service de pédiatrie ne peut plus contenir le nombre d'enfants malades admis par le médecin du service ou orientés par d'autres établissements hospitaliers de proximité des villes de la wilaya. Selon une source digne de foi, le nombre de malades a atteint la centaine, alors que la capacité d'accueil du service ne doit pas dépasser les 32 lits. Imaginons l'entassement en sachant que chaque enfant est accompagné d'un garde-malade. Effectivement, lors d'une virée faite lundi dernier à l'hôpital Zehraoui de M'sila, nous avons trouvé des malades à côté de leurs mères allongés par terre, voire même dans la salle réservée à la préparation des traitements et des repas.

Le plus frappant, c'est que nous avons trouvé seulement trois infirmiers affectés à ce service, un nombre insuffisant pour prendre en charge les petits patients et répondre aux exigences des parents. Par ailleurs, devant le manque de médecin spécialiste, le service fait appel à chaque fois aux médecins des urgences lorsqu'une situation délicate se présente. Ce service se trouve au 1<sup>er</sup> étage de l'hôpital et dépend administrativement de la clinique de maternité Slimane-Amirat qui se trouve dans un autre coin de la ville, loin des responsables, laissant beaucoup de points d'interrogation sur la gestion de ce service et le contrôle de son personnel. Devant cette anarchie, on se demande où en sont les droits de l'enfant dont on vient de fêter sa journée le 19 décembre.

A. Laïdi

## 5 kg de kif et 200 millions de centimes saisis

Agissant sur information et après une perquisition d'une maison située au chef-lieu de wilaya, les éléments des services de sécurité ont saisi, il y a quelques jours, 5 kg de kif traité et 200 millions de centimes, selon notre source. La personne concernée par ce forfait a disparu. Par ailleurs, son père et son oncle ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête.

A. L.